

Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article726

Grã`ve gÃ©nÃ©rale dans l'Education : Fanmi Gwadeloup, pa pÃ© !

- Dossier spÃ©cial LKP - Parti-pris-&-cris... -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 4 fÃ©vrier 2009

Mis Ã jour le : samedi 21 mars 2009

UGTG.org

La situation est difficile. Nous comprenons l'inquiétude des parents et les revendications. Au point que nous avons proposé notre plate-forme de revendications pour l'éducation depuis mi-décembre 2008.

Les autorités rectorales auraient pu analyser et comparer les réponses aux points essentiels : création de postes, embauche des lauréats au concours des P.E sur liste complémentaire, mise en place d'un moratoire de 4 ans pour permettre à l'UAG de mettre en place les masters, disposer d'un pouvoir décisionnel en matière de programmes et d'orientation!

Quand le collectif LKP a déclenché le mouvement le 20 janvier 2009, les services du rectorat pouvaient donc y répondre immédiatement.

Qu'a fait le recteur ? Il nous a renvoyé au vendredi 23. Nous avons donc perdu trois jours. A qui la faute ? Quand nous avons rencontré il n'a pu nous donner aucune réponse valable car ses services ne maîtrisaient pas correctement le dossier des PE sur liste complémentaire. A qui la faute ? Incompétence ou intention machiavélique ? La question peut se poser.

Les parents et les enseignants auraient dû à ce moment-là intervenir pour fustiger cette attitude et mettre le recteur devant ses responsabilités, au lieu de s'en prendre en mots couverts au « Collectif » (FA du 29/01/2009).

Quand nous avons commencé les négociations au fond, même lorsque le recteur disait être d'accord, il lui fallait en référer au ministère avant d'acter les décisions prises. A qui la faute ? Qui met nos enfants en difficulté ?

Dans les établissements où se trouvaient des classes préparatoires, comme le Lycée Gerville-Rache, des professeurs gradés et d'autres, ont accepté d'assurer des cours pour que les enseignants, surtout ceux de deuxième année, puissent avancer dans la préparation de leurs concours et monter leurs dossiers. Des dispositions étaient prises pour que l'internat les accueille dans des conditions acceptables.

Les parents de ces enseignants, devant le refus du préfet de négocier le mercredi 28/01/2009, sont venus chercher leurs enfants. A qui la faute ?

On ne peut pas nier la bonne volonté des professeurs, des chefs d'établissement et d'en prendre aux seules personnes qui se soucient vraiment de l'avenir et de l'intérêt de nos enfants.

Alors je voudrais dire aux parents qu'il leur faut désormais bien comprendre les vrais enjeux de ce ras-le-bol contre les profiteurs. Il s'agit de préserver l'avenir des jeunes guadeloupais qui seront bardés de diplômes, peut-être, mais qui n'auront aucune chance de travailler dans leur pays, car les places seront réservées à certains, toujours les mêmes qui depuis des décennies, octroient le droit d'occuper tous les postes importants de décision, même quand nous avons les compétences requises. Et cela en dépit des interventions de certains de nos élus.

A ces parents qui disent, en même temps soutenir le combat que mène le « Collectif » et qui voudraient que les écoles re-fonctionnent, je voudrais leur dire. Que deviendront les milliers de

diplômés chômeurs qui sont ici et qui se battent pour trouver un travail ? Quel sera leur sort si le mouvement s'arrête sans que le « Collectif » obtienne satisfaction sur des points essentiels de ses revendications ? A quoi auront servi les sacrifices des enseignants, des élèves et de leurs familles ?

Il vaudrait mieux se retourner contre les vrais responsables de ce pourrissement, c'est-à-dire les autorités préfectorales, rectorales, les services des différents ministères, situés à plus de 7000 km et qui n'ont rien à faire de nous.

Peut-être que si chacun dépassait son problème personnel pour voir la résolution des questions d'ensemble, nous arriverions plus rapidement à faire fléchir ces irréductibles de l'administration française, attachés à la destruction de notre pays.

Nous, enseignants guadeloupais, avons toujours pris nos responsabilités vis à vis des enfants qui nous sont confiés.

Même si le temps perdu ne se rattrape jamais, nous ferons notre possible pour que nos enfants soient compétitifs. Les parents ne doivent pas perdre de vue que si nous sommes en charge de leur formation, nous le sommes aussi, de leur évaluation.

Roger PLAISANT

Professeur agrégé de SVT

Lycée Gerville-Réache Basse-Terre

Membre du SPEG